

**Séance ordinaire du
jeudi 1 février 2018**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-huit et le premier février, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Clare HART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

Absents :

Robert BEAUFILS.

Modification du tableau des effectifs

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier pour tenir compte des besoins de la collectivité :

Créations de postes :

Filière administrative :

Directeur Général Adjoint des Services : création d'un poste

Filière technique :

Adjoint technique principal de 2^{ème} classe : création d'un poste

Filière Médico-sociale :

Auxiliaire de puériculture principal de 2^{ème} classe : création d'un poste

Filière Sécurité :

Directeur de Police Municipale : création d'un poste
Chef de service de Police Municipale : Création d'un poste

Suppressions de postes : vu l'avis du Comité Technique du 28 Décembre 2017 :

Filière Administrative :

Adjoint administratif : suppression de trente et un postes
Adjoint administratif principal de 2^{ème} classe : suppression de trente-quatre postes
Adjoint administratif principal de 1^{ère} classe : suppression de neuf postes
Rédacteur : suppression de six postes
Rédacteur principal de 2^{ème} classe : suppression de cinq postes
Rédacteur principal de 1^{ère} classe : suppression de huit postes
Attaché : suppression de dix postes
Attaché principal : suppression de deux postes
Attaché hors classe : suppression d'un poste
Directeur territorial : suppression de cinq postes
Directeur Général Adjoint des Services : suppression d'un poste

Filière Technique :

Adjoint technique : suppression de soixante-sept postes
Adjoint technique principal de 2^{ème} classe : suppression de quarante-six postes
Adjoint technique principal de 1^{ère} classe : suppression d'un poste
Adjoint de maîtrise : suppression de vingt-cinq postes
Agent de maîtrise principal : suppression d'un poste
Technicien : suppression de onze postes
Technicien principal de 2^{ème} classe : suppression de sept postes
Technicien principal de 2^{ème} classe : suppression de huit postes
Ingénieur : suppression de trois postes
Ingénieur principal : suppression de huit postes
Ingénieur en chef : suppression d'un poste
Ingénieur en chef hors classe : suppression de deux postes

Filière Animation :

Adjoint d'animation : suppression de sept postes
Adjoint d'animation principal de 2^{ème} classe : suppression de quatre postes
Animateur : suppression d'un poste
Animateur principal de 2^{ème} classe : suppression d'un poste

Filière Culturelle :

Adjoint du patrimoine principal de 2^{ème} classe : suppression d'un poste
Attaché de conservation du patrimoine : suppression d'un poste
Conservateur du patrimoine en chef : suppression d'un poste

Filière Médico-sociale :

ATSEM principal de 2^{ème} classe : suppression de quarante et un postes
Auxiliaire de puériculture principal de 2^{ème} classe : suppression de quarante-quatre postes

Educateur de Jeunes Enfants : suppression de deux postes
Puéricultrice de classe normale : suppression d'un poste
Puéricultrice de classe supérieure : suppression d'un poste
Cadre de santé 1ère classe : suppression de deux postes
Cadre supérieur de santé : suppression d'un poste

Filière Sportive :

Educateur principal de 2^{ème} classe des A.P.S.: suppression de deux postes

Filière Sécurité :

Gardien-Brigadier : suppression de treize postes
Brigadier-Chef principal : suppression d'un poste
Chef de service de Police Municipale : suppression de trois postes

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal, vu l'avis du Comité Technique du 28 décembre 2017, d'approuver les modifications proposées au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 62 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 2 février 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20180201-22389-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 12/02/18
Réception en Préfecture : 12/02/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.